



Impact des révolutions arabes sur l'investissement étranger

Marseille, 7 mars 2011
Bénédict de Saint-Laurent
Conseiller scientifique, ANIMA

Une crise salutaire

Le nouveau millénaire voit le monde basculer en terre inconnue. Bouleversement climatique. PIB des pays émergents supérieur à celui des pays développés. Printemps arabe ouvrant peut-être la voie à une remise en cause globale des dictatures. Ces temps nouveaux sont pleins de risques et d'opportunités...

On le voit bien, nos dirigeants ont été pris au dépourvu devant cette accélération de l'histoire. C'est tout juste s'ils ne semblent pas regretter un état ancien qui nous accordait, il est vrai, de grands privilèges... Et pourtant, même s'ils l'avaient souhaité, les pays occidentaux, si prompts à vouloir apporter la démocratie à l'Irak, n'auraient jamais rêvé que celle-ci vienne toute seule, aussi vite, aussi purifiée des tentations nationalistes ou théocratiques, dans des pays comme la Tunisie ou l'Egypte (où la partie n'est certes pas encore gagnée). Rendons grâce pour une fois à la mondialisation si décriée, toujours présentée comme dangereuse et négative, et qui a cependant permis aux jeunesses de ces pays d'amorcer des révolutions. Bonne mondialisation aussi, cet usage d'une menace judiciaire quasi-planétaire (Cour internationale) qui place tout dirigeant abusif devant ses responsabilités.

En dépassant les frontières nationales et en mettant au premier plan des revendications de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption, de citoyenneté réelle, les récentes révoltes arabes représentent une source d'espoir dans la perspective d'un meilleur ordre mondial. C'est -au stade actuel, car il peut y avoir des dérapages- une crise salutaire, radicale, qui nous rajeunit, tant un système du monde inéquitable (pour les personnes) et prédateur (pour la nature) a besoin d'*éthique*, et pas seulement dans les pays arabes.

Une réponse politique qui manque de vision

Dans ce contexte, les réponses européennes au printemps arabe apparaissent bien frileuses. Vouloir contenir les migrants (quitte à leur offrir un Djerba-Le Caire...) et se lamenter sur la perte de ces bons vieux importateurs d'armements, c'est un peu court. C'est une offre de coopération entièrement nouvelle qu'il faudrait mettre sur la table, certains parlant de Plan Marshall pour la Méditerranée, d'autres de *membership* européen pour un pays comme la Tunisie.

La vérité, c'est que des migrants, nous en avons besoin pour remplacer, sur la décennie à venir, les 15 millions d'actifs du baby boom perdus par l'Europe. Et que nous avons aussi besoin des marchés, des partenaires

économiques, des ressources et de la croissance de nos voisins du sud. A tort, ces derniers sont encore perçus au mieux comme des partenaires secondaires ou pas très efficaces, au pire comme des trublions potentiels sur fond de menace terroriste. Or, ce qu'il y a d'intéressant dans le printemps arabe, c'est la démonstration que la *rue arabe* a considérablement mûri, qu'elle accepte le principe de réalité, que ses aspirations sont finalement proches de celles des sociétés occidentales (justice sociale, libertés publiques, consumérisme). L'Islam est davantage notre obsession que celle des sociétés civiles de la rive sud, même si un désir de "démocratie islamique" (analogue à la démocratie chrétienne expérimentée par les sociétés européennes de l'après-guerre) y est probablement et légitimement majoritaire, sur le modèle de l'AKP turc.

La Méditerranée est la chance de l'Europe, ANIMA n'a cessé de le répéter et de le démontrer depuis plusieurs années. Encore faut-il saisir cette chance, en sortant des relations asymétriques qui continuent de fait malgré toutes les belles déclarations, en respectant un partenaire avec qui existent d'extraordinaires complémentarités, et en sortant de la crise "par le haut", c'est à dire en construisant autour de la Méditerranée un espace politique et économique ambitieux. Cela concerne en particulier une amélioration du partenariat industriel et des investissements réciproques.

Des perspectives perturbées à court terme

Les pays méditerranéens ont été pris en sandwich entre deux crises, la crise économique mondiale qui avait fini par les rattraper en 2009 (baisse des flux touristiques, des exportations vers l'Europe, des transferts de migrants, des investissements étrangers) et les révoltes du début 2011 (Tunisie, Egypte, puis Libye, avec des troubles moins importants en Jordanie, Algérie, Syrie et au Maroc, outre Bahreïn, le Yémen et Oman). Même dans les pays moins touchés, l'impact des mouvements actuels est réel (rapatriement de nombreux migrants, baisse des exportations, hausse du prix de l'énergie, annulation de plusieurs projets). La croissance des pays arabes, qui avait peu baissé pendant la crise mondiale (passant en gros de 5% à 3,5%) pourrait cette fois-ci chuter assez sensiblement dans les pays fortement touchés (Tunisie, Egypte et surtout Libye).

En termes d'investissement étranger, après la nette reprise de 2010 (826 projets ciblant les pays MED contre 542 en 2009, soit +52%, flux entrant de 33,2 milliards d'euros, contre 28,4 en 2009, soit +17%), le début de l'année 2011 s'annonce difficile dans les mêmes pays (voir quelques exemples dans l'encadré ci-dessous).

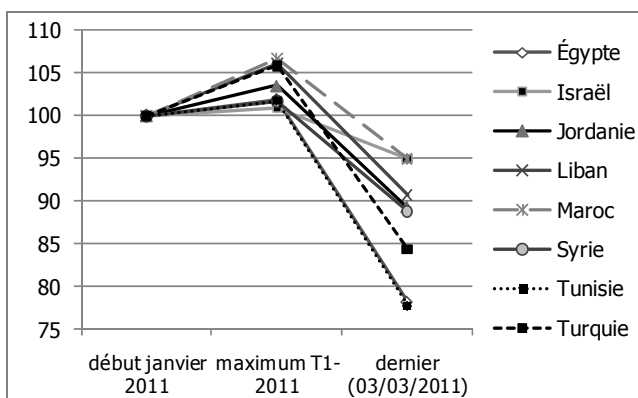
Figure 1. Quelques projets en stand-by début 2011 (observatoire ANIMA)

- Le producteur égyptien de câbles El Sewedy Cables retarde un projet d'usine à Tripoli, pourtant mené en JV 55-45 avec ses partenaires libyens (2 mars 2011)
- Le premier appel d'offres pour la construction d'une centrale nucléaire à El Daaba (Egypte) est reporté en raison de la situation politique (21 février 2011)
- Şahinler Holding, un groupe textile turc, qui a continué à produire dans son usine d'Alexandrie pendant les événements récents, a décidé de retarder le lancement de sa seconde usine en Egypte, un investissement de 25 millions devant créer 500 emplois (9 février 2011)
- Le géant européen de l'électroménager Electrolux remet à plus tard l'acquisition envisagée de son partenaire égyptien Olympic group suite aux troubles politiques du pays (10 février 2011)
- Sarar, une entreprise turque de vêtements possédant des magasins à Alexandrie et au Caire, qui ont souffert des récents troubles (dommages de 2 millions de \$) à décidé de suspendre ses projets d'ouverture de 10 nouvelles enseignes dans le pays (10 février 2011)
- Comme d'autres multinationales de l'agro-alimentaire, Kraft Foods a décidé de suspendre ses opérations en Egypte, compte tenu des difficultés logistiques (4 février 2011)

Les agences de notation ont immédiatement abaissé la note de la Tunisie et de l'Egypte, rendant plus coûteux l'accès au financement des projets et des entreprises. Elles estiment par exemple que l'impact économique sera de l'ordre de 3 à 4% de PIB pour la Tunisie (ce qui semble beaucoup).

Les bourses de valeurs (Figure 2) ont perdu, depuis leurs plus hauts trimestriels, jusqu'à 20% de la capitalisation (Tunisie, qui reprend le 8 mars et Egypte, qui est fermée depuis le 27 janvier 2011). La bourse turque a perdu, elle, près 16%. Les bourses libanaise, jordanienne et syrienne (d'ouverture toute récente) ont perdu environ 10%. Seules les bourses marocaine et israélienne n'ont perdu qu'environ 5% -tout ceci à une période où les bourses mondiales se sont plutôt bien comportées (+10% en moyenne).

Figure 2. Performances boursières 2011 (ANIMA)



A court terme, l'impact économique n'est donc pas très bon, si ce n'est pour les pays pétroliers et gaziers dont les recettes s'envolent. Par contre, les revenus du tourisme se sont effondrés début 2011 et ne vont reprendre que lentement malgré la bonne volonté des opérateurs. De grandes entreprises internationales ont cessé leurs opérations et rapatrié leur personnel non local (par exemple Lafarge en Egypte). Différents projets sont dans l'incertitude, par exemple l'opération Orange-Tunisie, dont le partenaire faisait partie du clan Ben Ali-Trabelsi, et qui pourrait être partiellement nationalisée. Pour le moment, les mouvements populaires que l'on observe sont neutres sur la question du nationalisme économique et les entreprises étrangères ne semblent pas spécifiquement visées.

L'urgence est que, au moins en Tunisie et en Egypte, les pays puissent se remettre au travail (avec des garanties suffisantes sur les réformes politiques et la tenue d'élections libres) et que les investisseurs soient encouragés à revenir.

Un impact positif à long terme

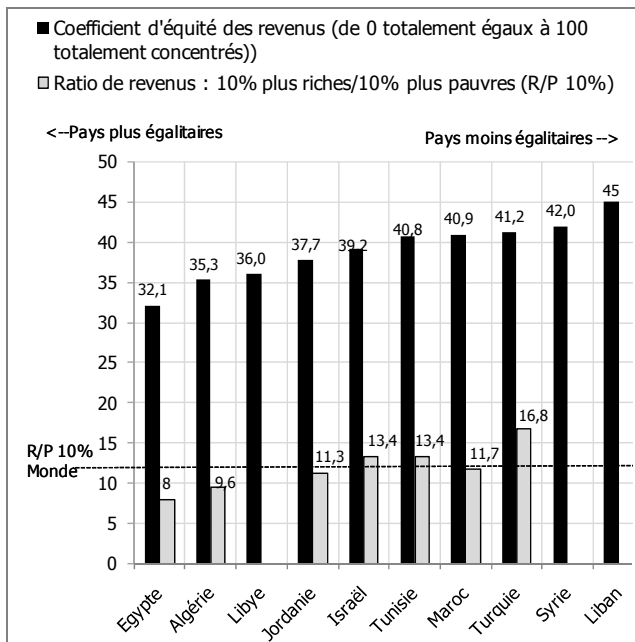
Les effets à long terme des révolutions tunisienne et égyptienne devraient être positifs en termes de démocratie, de gouvernance, de redistribution sociale et donc de *développement économique durable*. La Libye semble engagée dans un conflit probablement plus dur. Si les dirigeants des autres pays arabes ont l'intelligence et le doigté permettant d'accomplir l'ouverture politique nécessaire, une transformation en profondeur des régimes permettra peut-être de faire l'économie de révolutions et d'enclencher un cercle vertueux sur le plan économique. Même Israël est confronté à un environnement géopolitique inattendu et doit donc revoir sérieusement sa politique arabe, au risque sinon de perdre ses alliés modérés.

Certaines leçons économiques à tirer d'un printemps arabe qui a pris tous les analystes à contre-pied sont paradoxales :

- les performances macro-économiques de la région ont été plutôt bonnes depuis 2000 (croissance proche de 5%, importance des réformes engagées, remarquable développement de l'investissement étranger, du tourisme, des exportations);
- la productivité par travailleur a augmenté en moyenne de plus de 2% par an depuis 2000 (et d'ailleurs les opérateurs étrangers apprécient en général la qualité de la main d'œuvre arabe); les différences de productivité, qui ont été à l'origine de la domination occidentale depuis le 19ème siècle, commencent à jouer en notre défaveur;
- ce ne sont pas dans les pays les plus inégalitaires (Liban, Turquie...) que les révoltes ont été les plus fortes, mais en Egypte, Tunisie, Libye, pays relativement égalitaires (cf. Figure 3); en Egypte par exemple, les 10% les plus riches gagnent 8 fois plus que les 10% les plus pauvres; ce rapport est de l'ordre de 16 aux Etats-Unis ou en Turquie (le problème vient sans doute de l'accaparement des richesses par les 1% d'Égyptiens les plus riches);



Figure 3. Inégalités de revenus dans les pays de la région (Sources : Rapport sur le développement humain, Nations Unies, 2010. Les données datent en général de 2009, sauf Turquie [2007], Israël [2008], Algérie, Maroc [2005])



- ces révoltes ont touché des pays qui avaient accompli des efforts reconnus (au moins au plan international...) : ainsi, le gros investissement accompli dans l'éducation par la Tunisie semble s'être retourné contre le régime. Quant à l'Egypte, sa place de "top reformer" en matière de libéralisation économique (Banque Mondiale, 2008) n'a pas enthousiasmé la population...

En réalité, ce qui semble avoir frappé ces pays, c'est avant tout un sentiment d'injustice : les dividendes de la

croissance se concentrent sur une classe trop étroite de privilégiés. La classe moyenne non privilégiée accepte mal le mauvais fonctionnement de l'ascenseur social, le chômage élevé des jeunes diplômés, l'absence de considération, ou la marginalisation de territoires à l'écart (comme Sidi Bouzid, d'où est partie la révolution tunisienne). La société apparaît bloquée, sans perspectives pour la majorité, alors que la démocratisation de la connaissance et de l'information exacerbe le sentiment de frustration vis à vis des gouvernants.

Ainsi, en appelant à marche forcée à la globalisation et à la compétitivité, en favorisant l'éducation, en développant par exemple l'offre de téléphonie mobile ou en accueillant des centres commerciaux modernes, les dirigeants des pays arabes ont aussi ouvert les yeux des jeunes et de la classe moyenne...

La moralisation souhaitée et souhaitable dans le champ économique sonne le glas de projets "faciles", où une administration complaisante acceptait à peu près n'importe quoi de la part d'un opérateur puissant. Une plus grande attention au multiplicateur économique, à la valeur ajoutée locale, au bien fondé social du projet, à son impact sur l'environnement, est nécessaire. Fini le temps où l'investisseur s'accommodait d'une bonne petite dictature, la préférant à une démocratie troublée...

La réflexion engagée en 2010 par ANIMA sur l'investissement socialement responsable (ISR), et qui devrait se traduire en 2011 par la publication de recommandations (rapport ISR) et par la tenue d'un atelier régional sur le sujet, revêt donc un caractère stratégique : comment concilier les forces et les effets de la mondialisation avec des exigences humaines, sociales ou environnementales propres à la Méditerranée?